

La croissance économique mondiale, anémique depuis plusieurs années, reste marquée par un fort degré d'incertitude qui provoque des mouvements erratiques et rapides des agrégats financiers (matières premières, actions, crédit...). Les banques centrales restent à pied d'œuvre, tour à tour, pour éviter une récession économique et tenter de relancer l'investissement, moteur de la croissance future. Le résultat est, à ce jour, décevant mais ce soutien inconditionnel a permis, sans conteste, d'éviter le pire en insufflant les liquidités nécessaires dans l'économie. Ainsi, même si elle reste contenue, l'économie américaine apparaît solide avec un faible taux de chômage et un niveau de consommation élevé. La Chine, qui avait fait naître de nombreuses craintes en début d'année, a réussi à stabiliser son niveau de croissance autour de 6.50% grâce, notamment, à une augmentation des dépenses publiques. Enfin, la zone euro a profité de la relative faiblesse de sa monnaie et de conditions de financement particulièrement attractives pour afficher un taux de croissance en légère hausse. Cette amélioration est particulièrement notable en Allemagne mais également en Espagne et au Portugal, même si la problématique des finances publiques reste entière pour ces deux derniers. La France et l'Italie, pénalisés dans un premier temps par un environnement fiscal défavorable pour l'un et par un système bancaire en difficulté pour le second, font également état d'une amélioration de leur situation économique.

En parallèle, nous assistons cependant à une montée des risques géopolitiques qui se traduit par une instabilité politique, un flux migratoire important en provenance notamment du Moyen-Orient et enfin, par une forte poussée des nationalismes. La décision du Royaume-Uni de quitter l'Union Européenne, le « BREXIT », résume à elle seule cette instabilité et ce réflexe de repli sur soi. Les réactions de la zone euro ont cependant été unanimes et les dernières élections en Espagne, décevantes pour les partis contestataires (Podemos), ont apaisé les risques d'une nouvelle crise de gouvernance au sein de la zone euro.

L'environnement financier dans lequel nous évoluons est totalement inédit. A priori improbables, les taux d'intérêt négatifs sont devenus la norme dans de nombreux pays comme le Japon, la Suisse et une grande partie de la zone euro. Ce nouveau « concept » est le fruit de la conjonction entre des facteurs économiques faibles (croissance anémique et inflation nulle ou négative) et de l'intervention massive des banques centrales. Ce changement de paradigme a des conséquences importantes sur notre quotidien et en particulier sur la façon dont nous devons, à présent, envisager la gestion de notre épargne.

Il convient donc de faire la part des choses entre une situation macroéconomique et géopolitique très anxiogène d'une part et un environnement financier marqué par des conditions de financement favorables et extrêmement propices à une revalorisation des actifs d'autre part. La volatilité des marchés financiers depuis le début de l'année prouve la difficulté de l'exercice. Dans ce contexte, encore plus aujourd'hui qu'hier, la préservation du capital à moyen terme doit être au cœur de nos préoccupations, ce qui justifie à la fois une diversification accrue et une mobilité importante.

Prévisions SPPI Finance		
Zone euro	Prévisions 2016	30/06/2016
Croissance	1,5%	1,7%
Inflation	0,50%	0,1%
Taux courts (Eonia)	-0,30%	-0,29%
Taux longs (OAT 10 ans)	0,50%	0,18%
Euro / dollar	1,10	1,11
CAC 40	4 500	4 237,48

NOTRE STRATEGIE D'INVESTISSEMENT POUR LE SECOND SEMESTRE 2016

Les banques centrales vont rester accommodantes pour une période prolongée et la recherche de rendement va donc continuer à être la principale préoccupation des gestionnaires d'actifs. La rémunération des placements sans risque étant négative, nous nous efforçons de rechercher du rendement sur des actifs offrant une bonne visibilité à moyen terme.

- Les obligations privées, dont la rémunération a fortement baissé au cours de ces derniers mois, restent un axe d'investissement privilégié. La décision de la BCE d'intégrer ces obligations dans son programme de rachats mensuels renforce leur visibilité. Nous privilégions les maturités à court ou moyen terme pour éviter toute incidence négative d'une éventuelle hausse des taux.
- Phénomène assez rare, le taux de dividendes des actions européennes, qui se situe autour de 3,2%, est très largement supérieur au rendement moyen des obligations. Ce critère d'investissement, s'il n'est pas suffisant, milite clairement pour une allocation d'actifs conséquente en actions européennes.
- Des investissements en actions ou obligations internationales en devises (USD) peuvent apporter une diversification intéressante et protéger les portefeuilles en cas de stress sur la zone euro.